

## Petite histoire vécue de la Nouvelle Muséologie

Hugues de Varine

*Ce texte fait suite à une intervention faite le 25 septembre 2010, à Chiaverano, devant un groupe de responsables d'écomusées du Piémont invités par l'Ecomuseo AMI. Il s'agissait de donner un bref aperçu de l'origine de la nouvelle muséologie et de l'écomusée, en les replaçant dans un contexte international. Le débat qui a suivi a abordé la question très actuelle de la survie des plus petits musées et écomusées devant le désinvestissement des divers niveaux de collectivités (Etat, Région, Province, Communautés de communes et communes). J'ai tenté de lui apporter mon propre éclairage. Enfin, j'ai ajouté quelques notes personnelles prises au cours de mes brèves visites sur le territoire.*

*Je remercie les responsables de l'écomusée et les maires des diverses communes visitées pour leur accueil. Ils m'ont permis la découverte d'un site exceptionnel et de villages merveilleux. J'admire le dévouement de tant de volontaires qui se consacrent à la connaissance et à la valorisation du patrimoine de l'Anfiteatro Morenico di Ivrea.*

### Les origines de la nouvelle muséologie

Tout a commencé dans les années 60 du siècle passé, lorsque des changements géopolitiques considérables sont intervenus: fin de la reconstruction après la seconde guerre mondiale (en Europe), la décolonisation (en Afrique et en Asie), la lutte pour les droits civiques (en Amérique du Nord), la résistance aux dictatures en Amérique Latine, naissance des mouvements autonomistes et de développement local (Europe), développement du tourisme international et finalement le mouvement étudiant de 1968. Ces changements ont entraîné des évolutions en sens contraire dans le champ du patrimoine et en général des politiques culturelles.

Dans le domaine des musées, les grandes institutions des grands pays industrialisés s'orientent de plus en plus vers les collections gigantesques, les édifices monumentaux, les budgets pharaoniques et la compétition pour les millions de visiteurs. C'est une tendance qui n'a pas cessé et qui dure encore. Parallèlement, dans les mêmes pays, la passion du patrimoine, qui est supposé être une réponse au matérialisme et à la course au modernisme et qui se combine avec le souci de plus en plus affirmé de l'environnement, provoque la multiplication des petits musées locaux, historiques, mémoriaux, anthropologiques, archéologiques et l'apparition des parcs naturels nationaux et régionaux. Dans les pays dits alors "en voie de développement", généralement d'anciennes colonies restées sous la domination culturelle des anciens colonisateurs, les musées imitent ceux des pays riches et se vouent au tourisme. Dans le bloc soviétique, il s'agit souvent de propagande idéologique ou de conservation d'un art ancien.

Plusieurs phénomènes apparaissent à l'opposé de ces tendances, dans ces mêmes années 60:

- l'inauguration au Mexique, dans une seule semaine de septembre 1963, de sept musées nationaux révolutionnaires par leur contenu et par leur muséographie, qui sont le fruit de la coopération de deux personnalités exceptionnelles, l'architecte Pedro Ramirez Vazquez et le muséologue Mario Vazquez.
- la création à Washington DC, dans un cinéma abandonné, de l'Anacostia Neighborhood Museum, musée communautaire du ghetto noir de la capitale fédérale. Dans le même temps, se créent d'autres Neighborhood museums aux USA, à Los Angeles, Chicago, New York.
- le Musée National du Niger à Niamey, dû à l'initiative du président de la République et du président de l'Assemblée nationale, avec un directeur catalan émigré, Pablo Toucet: un musée de plein air destiné à faire l'unité des cultures ethniques et à construire un sentiment national au Niger.
- les musées de plein air en Scandinavie, en Roumanie, qui émanent de la volonté locale et visent à renforcer l'identité du monde rural. En France, le Musée de la Grande Lande de Marquèze s'en inspire.
- en France et dans d'autres pays voisins, les parcs naturels régionaux, inspirés du National Park Service des USA et de Parcs Canada, accompagnent l'apparition des premiers ministères de

l'environnement.

En outre, à ma place de directeur du Conseil International des Musées (ICOM), je me rends compte qu'il y a toute une jeune génération de professionnels de musées qui s'intéressent de plus en plus à la politique et à la société et de moins en moins à leurs seules collections.

### **Les années-charnières**

En 1971, l'ICOM doit organiser sa conférence générale triennale, en France, à Paris et Grenoble. Il est décidé de donner la parole à des hommes politiques (essentiellement des ministres) sur le rôle des musées dans le monde contemporain. Sur la route entre Paris et Grenoble, le Maire de Dijon, Ministre de l'Environnement, Robert Poujade, fait un discours que je lui avais préparé, destiné à marquer la place des musées dans le mouvement pour l'environnement qui devait l'année suivante aboutir à la première conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm. M. Poujade prononce alors pour la première fois le mot d'écomusée, que je lui avais proposé pour lui éviter de parler de musées, un mot qu'il n'aimait pas. Immédiatement après, le même ministre décide d'appeler écomusées tous les musées des parcs naturels régionaux qui étaient sous sa tutelle.

A la fin de la même année 1971, j'ai été invité à faire partie d'une petite équipe qui devait répondre à une demande du Maire du Creusot pour la création d'un musée municipal. A la suite d'une enquête menée auprès d'un certain nombre de personnes de toutes catégories sociales, nous nous sommes aperçus qu'il était inutile et absurde de vouloir faire un musée municipal classique, mais que le vrai problème était de créer un outil pour aider à répondre aux deux problèmes majeurs du territoire à ce moment-là: la fin du paternalisme familial des Schneider au Creusot et la fondation d'une communauté urbaine de 16 communes, dont Le Creusot était la principale. Nous avons donc inventé progressivement, empiriquement, un musée de territoire, sans collections et avec la population. Trois ans plus tard, pour des raisons d'opportunité administrative, nous avons pris le nom d'écomusée, bien que nous n'avions rien à voir avec les écomusées de parc de M. Poujade. Dans ma position de directeur de l'ICOM, j'avais fait connaître le musée du Creusot internationalement et on est venu du monde entier voir cette chose bizarre. Du coup pour beaucoup de gens, le Creusot est devenu le modèle de l'écomusée. Cela est d'ailleurs une preuve de l'envie de nombreux muséologues de l'époque de trouver un modèle différent de celui des musées classiques.

En 1972, il s'est passé quelque chose de totalement imprévu. Un séminaire de l'Unesco, comme il y en avait eu plusieurs depuis quinze ans, sur le rôle des musées dans le monde contemporain s'est tenu à Santiago du Chili avec la participation de douze des directeurs des plus grands musées d'Amérique Latine, dont Mario Vazquez (Mexique). Le principal intervenant était un historien des mégapoles, Jorge Enrique Hardoy, de Buenos Ayres. Sa présentation des problèmes des villes d'Amérique latine a bouleversé les participants. Ils ont découvert qu'ils ne connaissaient pas les villes dans lesquelles ils vivaient et travaillaient. Et aussi que leurs musées ne servaient à rien pour leurs populations. Ils ont rédigé eux-mêmes et adopté la "déclaration de Santiago", dans laquelle ils ont inventé le concept de "museo integral", un musée qui doit servir la société environnante sous tous ses aspects.

La même année, un colloque international en France, animé par G.H. Rivière, mon prédécesseur à l'ICOM, a donné la première définition de l'écomusée, qui mentionnait la population comme acteur de ces nouveaux musées.

### **Gestation de la nouvelle muséologie**

Les années 70 et 80 ont vu le développement de ce qui a été finalement appelé la "nouvelle muséologie", c'est à dire une muséologie pour le peuple, dont la collection n'est pas le centre, qui se met au service de la société, dont les promoteurs et les responsables ne viennent pas des disciplines classiques (anthropologie, archéologie, histoire, art) et ne sont même pas muséologues à l'origine. Ils sont d'ailleurs souvent volontaires et très militants, même au plan politique (l'héritage des changements géopolitiques des années 60).

Au Mexique, pendant ces années, toute une série de nouveaux musées voient le jour: musées locaux, musées scolaires, musées communautaires, qui recherchent des méthodes de réponse aux attentes des communautés, surtout celles des petites villes et des villages de l'intérieur. Toute une génération de "nouveaux muséologues" mexicains, autour de Mario Vazquez, Iker Larrauri, Yani Herremann, etc., inventent des formules innovantes.

Au Canada (Haute Beauce, Fier Monde), en Norvège (Toten), en Suède (Bergslagen), au Portugal (Seixal), en Espagne (Maestrazgo) dans les années 80, se créent des écomusées, plus ou moins inspirés par l'exemple du Creusot. Ces pionniers créent ensemble le MINOM, Mouvement international pour la Nouvelle Muséologie, à Lisbonne en 1985. Actuellement le Portugal expérimente, dans le domaine de la nouvelle

muséologie, le concept de "fonction sociale du musée" et celui de "socio-muséologie".

En France, les écomusées sont repris par le Ministère de la Culture à partir de 1980 environ et sont réintégrés dans la muséologie classique, confondus avec les "musées de société", ce qui permet de les normaliser. Seuls quelques musées réellement novateurs (Fresnes, Paysalp) réussissent à conserver leur originalité et les caractères de la nouvelle muséologie. Le Musée Dauphinois de Grenoble, un musée ancien, continue à être à l'avant-garde du service de la société et de l'innovation sur son territoire.

En Amérique Latine, l'impact de Santiago a été long à se faire sentir, sauf au Mexique. Mais, avec la fin des dictatures, la créativité des musées se libère et de nombreuses institutions très ancrées dans les communautés locales naissent, principalement au Brésil. Dans ce pays, sous l'influence de la pensée et de l'enseignement de Paulo Freire ("L'Education, Pratique de la Liberté"; "la Pédagogie de l'Opprimé"), naissent le concept d'éducation patrimoniale, des cours de muséologie inspirés de la nouvelle muséologie, des écomusées comme celui d'Itaipu (surtout environnement) et celui de Santa Cruz (Rio de Janeiro, site urbain).

### **La situation actuelle**

Les années 1990 et 2000 sont marquées par la généralisation au monde entier du phénomène de la muséologie communautaire ou territoriale, dans laquelle le patrimoine d'un territoire remplace la collection et le territoire lui-même remplace le musée-bâtiment traditionnel. La communauté est soit initiatrice du processus, soit associée à la gestion de son patrimoine, et cela dans la perspective du développement local. Tout récemment la préoccupation de la soutenabilité vient compléter cette évolution et de plus en plus de musées communautaires ou d'écomusées sont liés à des agendas 21, rejoignant ainsi la préoccupation qui avec amené à la création du mot écomusée en 1971...

Plusieurs pays se détachent dans ces années récentes: le Japon, qui a développé une forme d'écomusée très spécifique, adaptée aux cultures et aux mentalités japonaises; l'Italie ensuite, avec la légitimation des écomusées par la loi au niveau des régions et la constitution de réseaux, d'observatoires, de laboratoires, au niveau régional et national. Puis la Chine, qui tente ainsi de résoudre le problème de l'accès à la modernité des minorités ethniques et leur contact avec le tourisme de masse. Dans l'Europe de l'Est, la fin de l'empire soviétique et l'entrée dans l'Europe sont marquée par l'apparition de nouveaux projets de musées ou d'écomusées.

En Inde comme en Afrique, l'évolution est plus lente, mais la lutte contre un tourisme prédateur et pour une appropriation de leur patrimoine par des populations en voie de transformation culturelle et sociale entraînent des préoccupations de gestion territorialisée, adaptée à la diversité ethnique et culturelle. Quelques expériences remarquables existent, mais il y a des difficultés de communication.

Dans beaucoup de pays, des regroupements se font sous forme d'associations, en grande partie pour défendre les nouveaux musées contre les attaques de l'establishment des musées officiels et des administrations du patrimoine et des musées qui n'admettent pas que des musées "hérétiques" revendiquent cette fonction sociale qui n'est pas reconnue par eux. Il faut aussi défendre le droit des communautés à la propriété et à la responsabilité sur leur patrimoine collectif, contre les promoteurs du tout-tourisme qui instrumentalisent le musée pour attirer de plus en plus de visiteurs-consommateurs.

### **Les questions brûlantes (posées dans le débat)**

Quel peut être l'avenir de ces nouveaux musées, qu'ils soient écomusées, musées communautaires, musées de territoire ? Ils ne peuvent plus vraiment compter sur un soutien politique et financier fort et permanent de la part des autorités. Ils doivent donc sans cesse mobiliser les bonnes volontés, les volontariats, les soutiens publics ou privés sur projets. Ils sont d'autre part très liés à la génération que les a fait naître. Souvent ils doivent s'institutionnaliser et des transformer en musées classiques lorsqu'une nouvelle génération apparaît qui n'a pas les mêmes objectifs ou les mêmes attentes. A moins de se transformer, de s'adapter, parfois de changer de nom.

De plus, il y a encore une tendance très dangereuse à la multiplication de petits musées locaux, pas toujours liés à des territoires bien délimités et cohérents, reposant sur l'enthousiasme et l'énergie de quelques personnes qui ont du temps, ou sur la détermination de maires soumis à des échéances électorales courtes et incertaines. Or cette tendance va en sens contraire de la volonté de désengagement des pouvoirs publics<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> J'ai été consulté récemment par plusieurs correspondants inquiets de cette situation et de son évolution: les musées de la province de Dalarna en Suède, ceux de la région d'Algarve au Portugal, l'Office d'information et de coopération muséologique en France

Le problème principal est que le mot même de musée entraîne à penser en termes de fonctionnement traditionnel: financements publics, soucis de conservation, recherche de personnels permanents avec des qualifications scientifiques sérieuses, constitution progressive de collections pour des raisons tout à fait valables, obéissance à des injonctions des agents touristiques ou à des administrations locales qui veulent des statistiques de fréquentation.

Faute de pouvoir remplacer le mot "musée" par autre chose, je ne peux pas imaginer d'autre solution que le projet de gestion patrimoniale reliée au développement du territoire, le musée n'étant qu'une modalité de l'action, via le langage de l'objet et de l'exposition qui lui est propre. Cela voudrait dire que chaque territoire devrait se doter d'un "**plan patrimoine**" par co-construction entre les habitants, les administrations et les spécialistes des différentes disciplines. Ce plan devrait être décliné en phases: court terme (annualité), moyen terme (durée d'un mandat électif ou d'un programme européen), long terme (soutenabilité de la ressource et des projets de mise en valeur).

### **Mon hypothèse de départ**

Personnellement, je réfléchis actuellement sur une hypothèse à la fois très pessimiste et très optimiste:

- pour le pessimisme, je suppose que les financements publics vont diminuer dans les quinze ans à venir, sauf pour les grands équipements qui font partie de la haute culture, du prestige des États et des régions et de leur attractivité touristique; dans les territoires, les communes et leurs groupements seront de plus en plus sollicités par le coût des services sociaux et du fonctionnement des équipements indispensables (santé, voirie, maisons de retraite, écoles,, environnement), au détriment de structures qui seront considérées comme non essentielles (musées, bibliothèques, théâtres, etc.).
- pour l'optimisme, je fais le pari que le patrimoine est un capital du territoire et de la communauté qui sera reconnu par toutes les parties prenantes du territoire, c'est à dire:
  - les habitants évidemment, qui sont sources de propriétés, de connaissances et de volontariat, mais aussi qui voudront que leur territoire vive pour le laisser à leurs descendants,
  - les communes et intercommunalités, qui n'auront plus beaucoup d'argent mais qui pourront légitimer, autoriser, soutenir par de nombreux moyens,
  - les acteurs économiques locaux, entreprises, coopératives agricoles, agences touristiques, qui auront besoin de protéger l'environnement et d'assurer le maintien d'un cadre de vie et d'une vitalité culturelle autour de leurs activités,
  - les institutions d'enseignement et de recherche, qui auront toujours besoin d'aides pédagogiques et de terrains d'investigations scientifiques

Certes tout cela ne permettra pas de gérer un grand musée avec un personnel professionnel salarié, mais il me semble qu'il sera possible de disposer, sur le territoire, d'un outil de développement communautaire capable de gérer le patrimoine de façon co-opérative. Chaque partie prenante devra alors apporter une contribution, pas nécessairement financière, en fonction de ses moyens.

### **Quelques pistes concrètes**

La question qui se pose alors est celle-ci: comment identifier, puis mobiliser, puis maintenir mobilisées ces parties-prenantes, de manière à assurer la continuité du musée (en Italie, il faut parler de l'écomusée) dans le temps, dans la longue durée, au delà de la présente génération ? Cela nécessite de réfléchir à la gouvernance d'un tel musée, qui devra associer les parties prenantes engagées, les responsabiliser, les rendre acteurs. Il faudra les former aux formes du patrimoine et du paysage, à sa gestion, à celle du capital social, etc.

C'est un long processus, car actuellement tout ce qui s'appelle musée, centre culturel, protection du patrimoine, paysage, est supposé être de la responsabilité des pouvoirs publics. Il faudra donc une véritable révolution dans les esprits et les mentalités, pour arriver à faire comprendre que c'est de la responsabilité de chacun et de tous. Il faudra aussi renoncer aux aménagements coûteux, et revenir à des pratiques aussi simples que possible, reposant sur les moyens locaux et sur des personnes surtout volontaires. C'est pourquoi je dis souvent que les musées pilotés actuellement par des volontaires sont ceux qui ont le plus de chances de survivre à notre époque de repli de l'État-providence.

En attendant, je pense qu'il faut que les promoteurs et acteurs de chaque projet local commencent à inventer leur "**argumentaire**", leur plan de communication à l'intention des parties prenantes, leur inventaire de ces parties prenantes à convaincre. Il faut éviter de multiplier les créations de nouveaux musées, tant que

ceux qui existent ne sont pas stabilisés, réfléchir aux cohérences de territoires, organiser les solidarités entre musées, les mutualisations de compétences, les programmes d'activités en réseaux. Les futurs musées seront des entreprises d'Économie Sociale (ou du Tiers Secteur), certes sans buts lucratifs mais avec l'obligation d'une gestion équilibrée.

Peut-être faudrait-il commencer dès maintenant à associer certaines parties prenantes (entreprises locales, coopératives agricoles, établissements d'enseignement et de recherche, résidents secondaires (de vacances) riches et influents, à cette réflexion pour entendre leurs attentes et leurs propositions, bénéficier de leurs carnets d'adresses.

Peut-être aussi faudrait-il penser à créer des activités économiquement rentables, permettant de couvrir au moins une partie des budgets de fonctionnement du musée et des actions de patrimoine non-rentables. De telles activités peuvent être liées au tourisme, par exemple le "tourisme de base communautaire" qui se développe actuellement au Brésil et que le musée ou l'écomusée pourrait promouvoir. D'autres peuvent prendre la forme de marchés de produits locaux, de création de pépinières d'entreprises, d'opérations de récupération immobilière sur des éléments du patrimoine, de chantiers de formation professionnelle et d'inclusion sociale, etc.

\*

Trois petites notes prises pendant ma visite:

- il me semble qu'il serait intéressant de pratiquer un inventaire participatif du paysage / patrimoine dans les communes de l'Anfiteatro, afin de mieux connaître les éléments de patrimoine / paysage tels qu'ils sont vus et choisis par les habitants.
- un grand nombre d'anciens salariés d'Olivetti se trouvent actuellement sans activité dans les villages de l'Anfiteatro. L'écomusée pourrait les inciter à développer de façon solidaire une activité de jardinage; soit des jardins partagés sur des terrains appartenant aux communes, soit des jardins privatifs leur appartenant, de manière à viser plusieurs objectifs:
  - retrouver une activité régulière, avec une formation collective à l'horticulture biologique, respectueuse de l'environnement,
  - obtenir un complément d'alimentation saine (principes slow food)
  - participer à l'entretien du paysage
  - éventuellement produire un peu plus que ce qui leur est nécessaire pour le donner (solidarité avec des gens dans le besoin), le partager (spécialisation des productions en vue de l'échange) ou le revendre
  - créer des liens de coopération dans les villages et entre les villages
- Riccardo m'a fait une théorie intéressante qui mériterait d'être développée et appuyée sur des exemples concrets, sur les trois mots "territorio", "ambiente" et "paesaggio". Il faudrait y ajouter le mot "patrimonio". Je trouve qu'il faudrait rédiger et publier un article au moins en italien et en anglais) sur ces mots.

Hugues de Varine